



1er MAI 2012 : RASSEMBLEMENT

10H30 - Place Napoléon - La Roche Sur Yon

luttons ensemble pour le progrès social

PROSPERITÉ POUR LES FINANCIERS, AUSTERITÉ POUR LES SALARIÉS : ÇA SUFFIT

- **Les salariés produisent les richesses, qui de plus en plus sont captées par les actionnaires, aux dépens de l'activité et de la rémunération du travail.** Les marchés financiers se gavent, au point que la machine économique manque de ressources et d'investissements. L'économie se grippe, les marchés s'affolent et se tournent vers les budgets des Etats – dont les recettes sont sabrées par les politiques libérales - qui s'endettent encore plus pour leur porter secours. S'endettant, les Etats réduisent les dépenses publiques tandis que les entreprises bloquent les salaires. **La récession s'installe et les difficultés repartent de plus belle.**
- **Les hommes, les femmes qui ont produit ces richesses vivent de plus en plus mal,** sans espoir d'amélioration s'ils en croient leurs gouvernants, sans reconnaissance de leur travail ou amélioration de leurs conditions de travail s'ils en croient leurs employeurs. C'est une spirale infernale. Les victimes ce sont nous : les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, les jeunes...
- C'est en instituant **des politiques d'austérité contre les dépenses utiles,** alors que le chômage reste élevé et que la politique monétaire est défailante, que les gouvernements européens ont non seulement interrompu une séquence de faible croissance, mais ont aussi pris le risque de faire replonger l'économie de la zone euro dans la récession et favoriser ainsi une nouvelle montée du chômage.
- Cette politique maintient **la France dans une croissance faible** qui a des conséquences sur la baisse du pouvoir d'achat (- 0,5 % depuis 2007) et sur la hausse du chômage (+ 30 % en 4 ans). L'application du nouveau traité européen (TSCG), Sarkozy-Merkel, imposera à tous les pays signataires des politiques d'austérité renforcée notamment par la mise en place « de la règle d'or ». Le gouvernement prétend que le déficit budgétaire découle des dépenses socialement utiles qui seraient trop élevées. Avec la Révision Générale des Dépenses Publiques (RGPP) il sacrifie emploi et service publics. Il met en difficulté territoires et populations et détruit la cohésion sociale.
La dégradation de la situation économique depuis 2008 n'explique qu'1/3 tiers du déficit budgétaire. Les 2/3 restants résultent des choix gouvernementaux qui réduisent l'impôt sur les riches, accentuent les exonérations de cotisations sociales pour les entreprises et imposent des sacrifices aux salariés, aux retraités, aux privés d'emploi. Ainsi, 100 milliards de réductions d'impôts ont été accordées depuis 2001.

EMPLOI ET POLITIQUE INDUSTRIELLE SACRIFIÉS !

- **1,2 millions de demandeurs d'emploi supplémentaires** sont comptabilisés depuis 2007. 810 000 chômeurs de plus de 50 ans, soit 300 000 de plus qu'en 2008. Le taux de chômage est donc passé entre 2007 et 2012 de 8 % à 9,4 % et de 19,5 à 22,9 % pour les moins de 25 ans. **L'industrie a perdu 350 000 emplois sur la même période ce qui conduit à une véritable désindustrialisation qui pèse aujourd'hui lourdement dans la politique économique de la France.** Les ruptures conventionnelles ne cessent de s'accroître, donnant aux entreprises de nouvelles possibilités de se débarrasser de salariés par un traitement individualisé. Les heures supplémentaires subventionnées représentent l'équivalent de 400 000 emplois, coûtent plus de 4 milliards d'euros par an et fragilisent les systèmes de protection sociale.

.../...

Le gouvernement a supprimé 150 000 emplois dans la seule fonction publique d'Etat et l'hôpital public est maintenu dans un sous-effectif dramatique. Le système scolaire s'est fortement dégradé sous l'effet de la disparition de la formation des maîtres et de la suppression de 80 000 emplois en 5 ans. La création de Pôle Emploi par la fusion ANPE-Assedic, combinée à la baisse des moyens et aux réductions d'effectifs, a dégradé l'accompagnement des chômeurs.

RÉPARTITION DES RICHESSES INÉGALITAIRE, POUVOIR D'ACHAT EN BERNE !

- Depuis 2002, **la pauvreté s'accroît** en 2009 ; 8,173 millions de Français vivent avec moins de 954 euros par mois (+ 678 000).
- Depuis 2007, le tandem gouvernement/MEDEF n'a donné aucun coup de pouce au SMIC (1 096 € 94 au 01/01/2012) et a pratiqué « *la modération salariale* » généralisée. Les dépenses incompressibles ont beaucoup augmenté (logement, énergie, nourriture, santé, éducation...) imposant jusqu'à des renoncements pour les consommateurs.
- Si le pouvoir d'achat est asséché, les dividendes ont continué à augmenter, les stocks options et autres retraites chapeaux se sont multipliés. En l'espace de 5 ans, la rémunération des patrons du CAC 40 a progressé de 34 %, alors que les salaires n'ont augmenté que de 13 %. Dans ces mêmes groupes, sur 86 milliards de bénéfices en 2011, 37 milliards sont allés aux actionnaires.
- L'écart salarial demeure à 25 % entre les femmes et les hommes. Remédier à cette inégalité permettrait de rapporter 4 milliards d'euros pour la Sécurité sociale.
- En 2010, 210 milliards d'euros ont été versés par les entreprises non financières aux actionnaires contre 182 milliards d'euros d'investissement. 170 milliards d'exonérations fiscales et sociales et autres aides ont été accordées aux entreprises. A contrario, 9 millions d'emplois annuels sont au SMIC. La répartition des richesses est faite de plus en plus au détriment du monde du travail, qui pourtant la crée, et va de manière croissante à la finance qui spéculé contre l'économie réelle !

AUGMENTATION DE LA FLEXIBILITÉ, EXPLOSION DE LA PRECARITÉ, SOUPLESSE AUX ENTREPRISES ET CONTRAINTE AUX SALAIRES !

- **Les luttes pour la retraite à 60 ans et pour la reconnaissance de la pénibilité au travail** ont fait ressurgir dans le débat public, **le mal-être au travail**, les questionnements sur le sens, le contenu, la finalité au travail, les modes de management. Le gouvernement et le Medef ne répondent pas à l'aspiration du bien travailler. Celle-ci se heurte à l'inefficacité d'une organisation économique et sociale basée sur le seul critère de rentabilité financière et d'abaissement du coût du travail. Le chantage à travers les « accords compétitivité » entre emploi contre salaire et temps de travail, est scandaleux. L'objectif visé est une dérégulation du droit du travail, l'imposition de plus de flexibilité, une explosion de la précarité et des licenciements plus faciles. Lors de la réunion avec l'Inspection du Travail Unité Territoriale- Emploi de la Vendée, il a été constaté, une montée en puissance de la souffrance au travail. Management à flux tendu, réduction des repos, augmentation de la flexibilité du temps de travail ont engendré une forte dégradation des conditions de travail et constitue une atteinte à la santé des travailleurs.

**le 1^{er} MAI 2012,
ENSEMBLE IL FAUT AGIR.**

**RASSEMBLEMENT - 10 H 30
PLACE NAPOLEON à LA ROCHE SUR YON**

Ne pas jeter sur la voie publique